

VISAGES DE L'EGLISE CATHOLIQUE EN AFRIQUE LE DEUXIEME SYNODE AFRICAIN

Du 4 au 25 octobre derniers, le deuxième synode africain s'est tenu à Rome sur le thème : « L'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix ». Cet événement s'inscrit dans la continuité du rôle que l'Église catholique joue dans le devenir de l'Afrique. Maurice Cheza, professeur émérite de l'UCL, a suivi les travaux et, à la demande de l'ACRF, y fait écho. Cette approche touche non seulement l'Eglise mais aussi des réalités sociales et politiques difficiles de l'Afrique, la situation des femmes et les violences vécues dans la région des Grands Lacs. Un an avant la réunion de la Marche Mondiale des Femmes au Kivu en octobre 2010, elle apporte aussi à l'ACRF un éclairage particulier et critique sur des aspects de la présence de l'Eglise catholique en Afrique.

Des missions à l'inculturation

Au cours de la première moitié du 20^e siècle, l'Église a énormément investi pour s'implanter en Afrique. C'était l'époque triomphante des « Missions », vécue selon les conceptions d'alors. L'activité missionnaire fut d'abord basée sur le souhait de sauver le plus d'âmes possible, car, disait-on, ces populations croupissaient « dans les ténèbres de l'idolâtrie et de l'islamisme ». À partir des années 1925, la théologie missionnaire poursuit l'objectif d'implanter des Églises « adaptées » aux cultures locales, mais l'imaginaire sous-jacent était très imprégné de ce qui se vivait en Occident. Un des propagandistes missionnaires parmi les plus actifs, le P. Léon Leloir, écrivait au sujet du Rwanda : « *L'Esprit Saint souffle en tornade* », tant les adhésions étaient nombreuses. Il n'appartient à personne de juger le degré de foi des convertis, cela va sans doute de l'attrait pour la personne de Jésus à des motivations opportunistes.

À l'approche des indépendances et autour des années 1960, les milieux missionnaires s'inquiétèrent du degré d'enracinement du christianisme en terre d'Afrique. Je me souviens d'une interrogation du P. Guy Mosmans, qui était alors secrétaire général de l'Épiscopat du Congo : « *C'est la troisième fois que le christianisme cherche à s'implanter en Afrique, après la période pré-musulmane en Afrique du Nord et l'évangélisation du Bas Congo aux alentours de 1500. Il n'est presque rien resté de ces tentatives. Que subsistera-t-il de l'effort énorme du 20^e siècle ?* »

Cinquante ans après les indépendances africaines, le christianisme est actuellement très vivant en Afrique, mais sous des formes extrêmement variées, depuis les grandes Églises historiques jusqu'aux

Églises dites « de réveil », dont certains leaders ont des pratiques plus que douteuses. Dans les milieux catholiques, le mot « *inculturation* » est perçu comme positif, tandis que celui de « *synchrétisme* » est décrié. Derrière les questions de vocabulaire, des problèmes énormes se posent.

Les synodes : un processus purement consultatif

Dans les années 1970, des catholiques africains auraient voulu qu'un **concile** délibératif se réunisse pour étudier les questions de fond posées par le développement d'une Église authentiquement africaine sur le continent. Le gouvernement central de l'Église n'apprécia pas ce projet et proposa à la place la tenue d'une « assemblée spéciale pour l'Afrique du synode des évêques », appelée plus brièvement « **synode africain** ». Le Synode des évêques est une institution permanente créée à la fin du Concile. Elle organise plusieurs types de rencontres, dont des assemblées continentales, qui se tiennent toujours à Rome et qui ne sont que consultatives. La tendance très centralisatrice de l'Église catholique le veut ainsi : des débats intéressants ont effectivement lieu, mais la surveillance romaine ne permet pas qu'ils débouchent vraiment sur des nouveautés significatives. Ceci dit, l'Afrique peut compter sur le Saint-Siège pour l'aider à construire une société plus humaine.

Des exemples suite au premier synode de 1994

Un premier synode consacré à l'Afrique s'est tenu au printemps 1994. Ironie du sort, il s'est déroulé exactement au moment où commençait le génocide au Rwanda. Celui-ci a d'ailleurs été interprété comme un indice de la fragilité des conversions. Cinq thèmes étaient au programme : évangélisation, inculturation, dialogue, justice et paix, médias. Il permit de nombreuses rencontres et prises de parole. Au terme des débats, les Pères synodaux rédigèrent un Message (rendu public) et des Propositions (théoriquement secrètes). Ces dernières, transmises au pape, devaient lui permettre de rédiger l'« exhortation apostolique post-synodale » qui porte le nom de *Ecclesia in Africa*. Depuis la parution de ce texte, l'immense majorité des interprètes du Synode se réfèrent uniquement à lui. C'est regrettable, car toutes les étapes antérieures (en particulier les interventions des membres du Synode dans l'*aula*) comportaient des aspects intéressants. Je donne ici un exemple : un évêque du Kenya (devenu cardinal depuis lors) avait suggéré de « *créer des ministères laïcs auxquels les femmes auraient le droit de participer et (selon lui) il faudrait prendre des mesures pour bien les préparer et bien les former à ces ministères. Les femmes devraient avoir le droit de conduire les services du dimanche qui se font là où il n'y a pas de prêtres à disposition* ». Étape suivante, la proposition 48 avait souhaité « *que l'Église établisse des ministères pour les femmes et intensifie ses efforts pour favoriser leur formation* ». Dans l'exhortation apostolique, l'érosion est manifeste : « *Il est opportun que les femmes, ayant reçu une formation adéquate, prennent part, aux niveaux appropriés, à l'activité apostolique de l'Église* » (n° 121). C'est le motif pour lequel René Luneau et moi-même avons publié deux livres qui présentent la progression du travail¹. Le thème majeur qui est sorti du premier synode est celui de l'Église famille de Dieu.

¹ Voir M. CHEZA, *Le Synode africain. Histoire et textes* (éd.), Paris, Karthala, 1996 et R. LUNEAU, *Paroles et silences du Synode africain*, Paris, Karthala, 1997.

Le deuxième synode en 2009 : consultatif mais engagé

Le deuxième synode, qui vient de se tenir, avait un objectif plus circonscrit. Son titre complet est le suivant : « *L'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix : 'Vous êtes le sel de la terre... Vous êtes la lumière du monde' (Mt., 5, 13.14)* ». L'Église se présente donc comme étant **au service**. De plus, selon la remarque du cardinal Turkson, rapporteur général du Synode, le sel est appelé à se dissoudre dans la vie du continent et de son peuple.

Le synode réunissait près de 300 personnes : surtout des évêques, mais aussi des religieuses, des religieux et des laïcs venant principalement d'Afrique. La secrétaire générale de Justice et Paix Wallonie-Bruxelles, Axelle Fischer, faisait partie des auditrices. Signe de l'actualité brûlante du sujet : l'archevêque de Bukavu a quitté précipitamment la réunion pour rejoindre une paroisse de son diocèse qui avait été attaquée². D'après Paulin Poucouta, professeur à la Faculté de théologie de l'Institut catholique de Yaoundé, ce brusque départ a fortement marqué l'assemblée et a certainement influencé la suite du synode en décomplexant les évêques par rapport au politique. Ils ne pouvaient plus parler des violences d'un seul point de vue extérieur. Ils se sont donc engagés dans une pastorale politique.

De nombreuses questions ont été abordées : appropriation violente des terres et des ressources naturelles, menaces sur l'environnement, commerce des armes, corruption, complicités locales avec les prédateurs extérieurs, nécessité de restaurer la justice, de combattre l'impunité et d'aboutir à une autosuffisance alimentaire. En lien avec toutes ces questions, le dialogue interreligieux, notamment islamo-chrétien, n'a pas été oublié. Les moyens intra-ecclésiaux à mettre en œuvre ont été évoqués : commissions Justice et Paix, communautés ecclésiales de base, doctrine sociale de l'Église, formation. Par contre, l'auto-critique de l'Église elle-même est relativement discrète.

Le temps de parole des auditeurs et auditrices était plus réduit que celui des évêques, mais ils et elles n'ont pas parlé pour ne rien dire. Je ne résiste pas au plaisir de donner la parole à **Sœur Felicia HARRY**, ghanéenne, supérieure générale des Sœurs de Notre-Dame des Apôtres, au sujet de la place de la femme dans l'Église : « *En plus d'enseigner le catéchisme aux enfants, de décorer les églises paroissiales, de nettoyer, de raccommoier et de confectionner les soutanes, nous, religieuses d'Afrique, voudrions participer aux différents conseils paroissiaux. Nous ne voulons pas demeurer à la périphérie du corps principal de la paroisse, nous voulons être une partie intégrante de ce corps. Nous ne voulons pas nous emparer de la responsabilité du curé, nous voulons simplement être des partenaires égaux dans la vigne du Seigneur ; nous voulons prendre part à la responsabilité de l'Église d'assurer la réconciliation, la paix et la justice sur notre continent.* » Cette religieuse a terminé son intervention en invitant les évêques à imaginer ce que serait une Église sans femme.

Sur le point particulier du sida, la position de l'Église étant déjà connue, la proposition 51 s'abstient de parler du préservatif. Elle renvoie à leur conscience les couples dont l'un des conjoints est infecté. Cela peut paraître une brèche dans le monolithisme moral de l'Église, mais ce n'est en réalité que le rappel d'un très vieux principe : le jugement moral ultime est celui de la conscience. Les évêques belges avaient dit la même chose après la publication d'*Humanae Vitae*.

Grâce à la dimension universelle de la « Doctrine sociale de l'Église », les interpellations que les évêques adressent aux dirigeants de leur pays, n'apparaissent pas comme partisans ou porteuses d'ambitions personnelles. Le Message promulgué à la fin du synode est très clair : « *Plusieurs catholiques, exerçant les hautes fonctions, n'ont malheureusement pas été performants. Le Synode invite ces gens à se*

² La série noire continue : le 6 décembre dernier, le P. Daniel Cizimya Nakamaga a été assassiné dans sa paroisse de Kabare, dans le même diocèse de Bukavu (*La Croix*, 8 décembre 2009, p. 17).

convertir ou à quitter la scène publique pour ne pas causer des dégâts au sein du peuple et gâter la réputation de l'Église catholique » (n° 23). Et plus loin : « En bien des cas, on se trouve devant la situation de soif du pouvoir et des richesses au détriment du peuple et de la nation. Quel que soit le niveau de responsabilité attribuable aux intérêts étrangers, on ne peut nier une honteuse et tragique complicité des leaders locaux » (n° 36)³.

C'est ainsi que l'on a vu le cardinal Sarr (Sénégal) critiquer les hommes politiques de son pays, au retour du Synode. Et, dans une conférence de presse retentissante, l'abbé Léonard Santedi, secrétaire général de la Conférence épiscopale de la RDC, a repris à son compte la parole du synode pour appeler « *les politiciens catholiques impliqués dans la mauvaise gestion de la chose publique à démissionner ou à se convertir* ». Le combat politique de l'Église africaine risque d'être rude.

On peut se réjouir que le synode ait permis aux chrétiens africains de faire un pas de plus dans leur engagement pour une société plus juste, mais il ne faudrait pas oublier que les autres continents, dont le nôtre, sont complices du pillage de l'Afrique.

Maurice Cheza
Théologien, professeur émérite de l'UCL

P.S. La rédaction du texte ci-dessus était à peine terminée que l'on apprenait un nouvel assassinat dans la région de Bukavu, celui d'une religieuse, sur Denise Kahambo Murahirwa, moniale cistercienne. Les tueurs n'ont rien demandé ni emporté, ce qui laisse supposer que leur but est d'intimider les gens d'église et plus largement ceux qui prennent la défense des victimes de violence. Le même jour, on a appris les menaces adressées à un laïc militant des droits humains.

M.C.

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de



³ La Documentation catholique publie le Message et les Propositions dans son numéro 2434 du 15 novembre 2009.